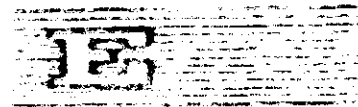


49723



NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/ECA/PSD.3/3  
9 novembre 1983

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session de la Conférence commune  
des planificateurs, statisticiens et  
démographes africains

Addis-Abeba (Ethiopie), 5-14 mars 1984

LA CEA ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE : 1983-2008

ETUDE PROSPECTIVE PRELIMINAIRE

DECLARATION LIMINAIRE ET QUESTIONS A EXAMINER

Pour des raisons d'ordre technique, la présente traduction n'a pas été révisée.

La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008Etude prospective préliminaireDéclaration liminaire et questions à examinerA. Historique

1. Dans le cadre des activités que le secrétariat mène actuellement en matière d'études prospectives pour la région et à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique, l'étude prospective préliminaire a été élaborée et présentée à la neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA. Dans leur résolution 470 (XVIII) dont le texte ci-joint, adoptée lors de ladite réunion, les ministres ont recommandé l'inscription de l'étude à l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains en vue d'un examen plus approfondi étant donné que l'étude doit être mise à jour tous les cinq ans afin qu'elle serve d'instrument permettant d'évaluer l'état d'avancement du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos.

2. L'étude vise essentiellement à donner un aperçu concret de ce que l'Afrique sera vraisemblablement dans 25 ans. La CEA a, lors de la célébration de son vingt-cinquième anniversaire, estimé nécessaire de lier le présent à l'avenir en méditant sur son jubilé en l'an 2008. En dépit des efforts que les gouvernements africains ont fournis sans relâche dans le passé, la détérioration continue de la conjoncture économique internationale et l'aggravation des crises intérieures appellent dans l'avenir des efforts réalistes en rapport avec les potentialités et les aspirations de la région. Par conséquent, le but fondamental de l'étude est de traduire ces aspirations et de les canaliser dans une voie de développement futur. Le document se divise en 4 parties. La partie I, qui constitue la base d'une analyse de l'avenir de l'Afrique, donne un aperçu général de la situation qui règne depuis longtemps dans les secteurs clés de l'économie du continent. Les parties II et III traitent en substance des perspectives de la région africaine en l'an 2008 selon le scénario basé sur les tendances antérieures et le scénario du développement normatif respectivement. La partie IV décrit la voie à emprunter et les mesures à prendre pour parvenir à cet "avenir conforme aux souhaits" et fait la synthèse des incidences et des choix à faire pour cet avenir.

3. Jusqu'ici, l'économie de l'Afrique demeure essentiellement sous-développée. La structure de la production est fondamentalement marquée par l'agriculture paysanne et les services qui représentent ensemble 73 p. 100 du PIB total de la région tout entière. La base industrielle est limitée, morcelée et à peine rattachée à la base de ressources naturelles de la région. La production minière, principalement destinée à l'exportation, ne représente que 6,6 p. 100 du PIB. Le commerce extérieur, qui constitue le seul stimulant essentiel de la croissance de la région en dépit de l'étroite gamme des produits d'exportation, avait vu sa part baisser dans les exportations mondiales de 3,9 p. 100 en 1970 à 3,4 p. 100 en 1979.

4. Dans cette situation sombre sur le plan socio-économique et l'environnement dans lequel ce malaise s'est développé, marqué notamment par l'héritage colonial, l'inévitabilité de l'ordre économique mondial actuel, les inconvénients d'ordre géographique et écologique, les perspectives de la région africaine au cours des 25 années à venir ont été analysées selon deux voies de développement. La première est le scénario basé sur les tendances antérieures qui suppose la poursuite des tendances passées et récentes sans que rien ne soit fait pour transformer profondément le modèle de production et de distribution. Le scénario du développement normatif suppose une autre possibilité-solution de rechange qui garantisse un avenir caractérisé par la prospérité et la modernité et fondée sur la volonté de changement des peuples africains ainsi qu'il ressort de la Stratégie de Monrovia, du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos.

5. Toutefois, étant donné le grand nombre et l'hétérogénéité des variables socio-économiques qui couvrent le système économique tout entier ainsi que les contraintes qui pèsent sur ce domaine en matière de données statistiques et de temps, et de même que le réalisme dont il faut faire preuve dans l'établissement de ce genre de modèles, l'étude a été essentiellement limitée à quelques variables ou indicateurs dans les domaines les plus critiques qui jouent un rôle capital dans le développement futur de l'Afrique : ressources humaines, alimentation, énergie, produits industriels de base, transport et commerce, etc. L'alimentation a été analysée selon trois grands groupes de produits alimentaires, à savoir les céréales, les racines, les tubercules et légumineuses ainsi que la viande. Quatre catégories de ressources énergétiques ont été examinées : pétrole brut, électricité, gaz naturel et charbon. La projection des produits industriels porte sur trois domaines, à savoir les biens d'équipement - outillage agricole déterminé et matériel de transport - les facteurs de production intermédiaires d'importance primordiale - engrais, ciment, fer et acier ainsi que certains biens manufacturés essentiels destinés à la consommation tels que les textiles et les produits pharmaceutiques. L'analyse du secteur des transports couvre des projections relatives à des indicateurs dans les transports maritimes et aériens ainsi qu'une évaluation qualitative des transports par voie ferrée et routiers. Les projections concernant le commerce et les finances ont trait à quelques biens d'exportation dans les domaines suivants : cultures commerciales, minéraux et produits énergétiques ainsi que des produits d'importation d'importance primordiale. Enfin, il est procédé à une évaluation qualitative des perspectives des courants de l'assistance provenant de l'extérieur, l'accent étant mis sur l'aide et l'endettement.

6. Les variables d'importance primordiale choisies ont été méthodiquement projetées sur la base de relations économiques et techniques simples mais solidement établies. En outre, pour garantir la cohérence globale du système économique dans son ensemble, les variables d'importance cruciale ont été intégrées dans un cadre macro-économique global. De toute évidence, si les obstacles physiques à l'expansion tels que les conditions climatiques n'ont pas été envisagés dans les scénarios, les limites matérielles de certaines variables telles que la terre et la nature ainsi que le volume des réserves naturelles ont été prises en considération. Une autre caractéristique du modèle concerne le traitement de la population. Les variables démographiques ont été tirées d'un

d'un modèle démographique indépendant et sont considérées comme exogènes à l'ensemble des variables des scénarios. Tandis que le scénario basé sur les tendances antérieures repose sur la variante haute, le scénario normatif est basé sur une variante moyenne d'accroissement démographique de l'Afrique.

### B. Scénario basé sur les tendances antérieures

7. La conclusion principale qui se dégage du scénario basé sur les tendances antérieures est le fait pénible qu'en l'an 2003, la région serait encore plus dépendante des sources extérieures d'approvisionnement dans presque tous les domaines critiques et ce, après près d'un demi-siècle d'indépendance. La région dans son ensemble serait dans une plus grande mesure importatrice nette de produits alimentaires et serait en conséquence tributaire d'un volume d'aide plus important. Qui plus est, le taux d'autosuffisance de la région en matière de céréales - ces dernières constituant un produit vivrier important - chuterait de 75 p. 100 en 1978-1980 à 71 p. 100 en l'an 2003. La situation énergétique empirerait car la région se heurterait toujours à de grandes difficultés pour faire face à la demande potentielle en particulier de pétrole brut et d'électricité. Le volume des importations de pétrole progresserait à un taux annuel moyen de 6,1 p. 100 d'ici à l'an 2003, phénomène qui, conjugué au renchérissement relatif des prix de l'énergie, signifierait à la longue des difficultés chroniques de la balance des paiements pour les pays africains importateurs de pétrole.

8. Dans le domaine de l'industrie, les projections indiquent que si les tendances actuelles se poursuivaient sans que soient apportés des changements structurels radicaux, l'Afrique ne serait toujours pas industrialisée même en l'an 2003. Il ressort des projections que la région africaine devrait toujours importer 97 p. 100 de ses besoins en tracteurs, plus de 96 p. 100 de sa demande de voitures de tourisme et de véhicules utilitaires. Il est particulièrement affligeant de noter qu'en dépit des ressources dont elle est dotée pour ce qui est des produits industriels manufacturés essentiels, l'Afrique devra importer d'ici à l'an 2003 37 p. 100 de ses engrais, 12,3 p. 100 de son ciment et 59 p. 100 de ses besoins en matière sidérurgique. De même, la dépendance croissante de la région, en matière de biens de consommation, à l'égard des produits provenant d'autres régions en particulier les textiles artificiels et les produits pharmaceutiques, est une source de préoccupation. Une telle dépendance met clairement en évidence le paradoxe particulier dans lequel se trouve l'Afrique en ce qu'elle continue de consommer ce qu'elle ne produit pas tout en négligeant certains de ses produits (textiles par exemple) et de produire ce qu'elle ne consomme pas (matières premières agricoles et minérales par exemple).

9. Si le commerce maritime représente plus de 95 p. 100 du volume total des échanges de l'Afrique et doit selon les prévisions plus que doubler d'ici à l'an 2008, il est désolant de constater que la part transportée par les flottes africaines n'augmentera pas considérablement étant donné les ressources limitées qui sont affectées aux transports maritimes de même que l'exploitation inefficace des flottes et des ports. Une telle perspective rendrait sans aucun doute le commerce extérieur de l'Afrique plus tributaire de transporteurs étrangers sans compter la dépendance croissante à l'égard de marchés extérieurs. Pareillement, l'accroissement escompté tant du fret aérien que du trafic passager n'ira pas de pair avec une augmentation proportionnelle du trafic aérien intra-africain. Le réseau routier et l'infrastructure ferroviaire constitueront la contrainte principale sur le plan de l'infrastructure à l'intégration socio-économique de l'Afrique. Toutefois, l'exécution avec succès du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique doit entraîner une amélioration notable du réseau routier et accroître l'efficacité de l'exploitation du réseau ferroviaire.

10. Les projections du commerce destiné à l'extérieur de la région indiquent une balance décourageant et troublante avec le reste du monde. Il est estimé que les recettes extérieures de la région souffriront de l'effondrement continu de la demande mondiale de ses principaux produits d'exportation en raison du renforcement du protectionnisme et du contingentement, des mesures d'économie, de la mise au point de nouvelles sources d'énergie et de produits de remplacement, de la polarisation des échanges et de la diversification limitée des marchés. La faiblesse de l'offre se traduit par la diminution des volumes en raison de la possibilité limitée de produire et de diversifier ainsi que de la faible capacité de transformation. La structure d'ensemble des exportations ne varierait pas de façon appréciable étant donné que les 10 principaux produits de base représenteraient toujours plus de 70 p. 100 du volume total des exportations en l'an 2008 contre 75 p. 100 en 1980. Seules de légères modifications interviendraient dans la composition des exportations. Tandis que la part augmenterait pour les matières premières agricoles, elle diminuerait et stagnerait respectivement pour le pétrole brut et les minéraux. Comme il a été indiqué plus haut, les projections indiquent que la région serait toujours tributaire d'autres régions pour ce qui est de la plupart des produits alimentaires et industriels d'importance critique et stratégique de même que des services de base. En conséquence, les importations totales progresseraient à un taux annuel moyen de 5,4 p. 100, ce qui implique un déficit commercial probable d'environ 25 p. 100 du PIB d'ici à l'an 2008. Dans de telles circonstances, la situation de la région sur le plan du financement des importations se détériorerait davantage à un moment où les perspectives d'accroissement des apports de ressources extérieures seraient moins prometteuses.

11. Le tableau ci-dessus s'accompagne, sur le plan macro-économique, d'un taux de croissance global du PIB s'élevant à 5,3 p. 100 par an avec des écarts considérables dans la performance des divers secteurs et un fléchissement des deux principaux secteurs productifs, à savoir l'agriculture et la production manufacturière. Le taux d'accroissement projeté de l'agriculture qui n'est que de 2,3 p. 100 par an est bien inférieur à celui de l'accroissement démographique qui dépasse

3 p. 100. Le secteur des services restera le principal élément du PIB, une très faible proportion revenant au secteur manufacturier. D'ailleurs, le taux d'accroissement global prévu ci-dessus ne pourra être réalisé que si le volume de l'assistance financière extérieure destinée à la région ne diminue pas. Les importations s'accroîtraient de 5,9 p. 100 par an alors que l'augmentation des exportations ne serait dans le même temps que de 2,1 p. 100, le déficit commercial atteignant environ 30 p. 100 du PIB total.

### C. Scénario du développement normatif

12. Etant donné que le sombre tableau qui se dégage du scénario fondé sur les tendances antérieures est loin d'être souhaitable puisqu'il correspond à des conséquences désastreuses sur certains éléments du niveau de vie tels les besoins alimentaires minimaux, l'énergie, l'éducation, la santé et le logement, on a conçu un scénario du développement normatif correspondant explicitement et implicitement à des transformations socio-économiques dans les pays africains ainsi qu'il a été recommandé dans la Stratégie de Monrovia et le Plan d'action de Lagos. En outre, ce scénario récapitule les résultats obtenus grâce à de nobles entreprises telles que la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, la Décennie du développement industriel de l'Afrique, la Zone d'échanges préférentiels et les communautés économiques sous-régionales.

13. Sur le plan social et démographique, l'analyse faite dans le scénario normatif révèle le ralentissement de l'accroissement démographique, l'amélioration des conditions sociales et de la situation du logement, l'accroissement du taux d'urbanisation, l'augmentation des taux de scolarisation à tous les niveaux d'enseignement ainsi que l'amélioration de la situation de l'emploi. Dans le domaine critique qu'est l'alimentation, les projections visent à l'amélioration de l'autosuffisance céréalière et au maintien de l'autosuffisance en matière de racines, de tubercules et de légumineuses ainsi que de viande, lesquels pourraient résulter de l'expansion des surfaces cultivées, de l'utilisation intensive des terres, du mode d'assolement ainsi que des différentes technologies permettant d'augmenter le rendement et le choix des combinaisons de facteurs de production, de même que de la réduction des pertes de produits alimentaires après la récolte. Sur le plan énergétique, le scénario du développement normatif vise un meilleur équilibre global entre les principales ressources énergétiques commerciales de l'Afrique et il suppose l'abandon progressif du pétrole brut en faveur d'autres sources d'énergie grâce à une exploitation accrue en coopération régionale du potentiel hydro-électrique à des fins intérieures et à l'augmentation de la production et de l'utilisation du charbon en particulier en Afrique australe et dans les autres pays producteurs de charbon.

14. Les projections des produits industriels ont été basées sur l'hypothèse que le décollage industriel sera effectif d'ici à l'an 2008 à la suite de quelques changements fondamentaux d'ordre structurel dans le cadre des politiques. Les conclusions indiquent que si la région tout entière consolide les efforts qu'elle déploie pour exécuter des stratégies d'industrialisation appropriées telles que celles contenues dans le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, elle pourra, d'ici à 2008, atteindre un taux d'autosuffisance de 60 p. 100 en matière de tracteurs et de machines agricoles et d'environ 6 p. 100 en matière de véhicules utilitaires. Les perspectives sont encore meilleures dans le secteur des biens intermédiaires étant donné que la région dans son ensemble serait autosuffisante en matière d'engrais et de ciment et produirait environ 30 p. 100 de ses besoins en fer et en acier. En outre, tout indique que la région pourrait réaliser l'autosuffisance pour ce qui est de nombreux produits manufacturés destinés à la consommation si une bonne partie des facteurs de production intermédiaires pouvaient être fabriqués sur place.

15. Les perspectives en matière de transports au titre du scénario normatif sont basées sur un réseau de transports et des communications efficace et intégré. La part de l'Afrique dans les transports maritimes pour ce qui est du commerce par voie maritime s'accroîtrait considérablement de manière à répondre aux exigences du Code de conduite des conférences maritimes envisagé par la CNUCED recommandant que 80 p. 100 du commerce par voie maritime soient transportés en proportion égale par deux partenaires commerciaux. De même, le volume du trafic aérien doit s'élever considérablement grâce à l'amélioration de l'infrastructure en matière d'aviation civile et de la promotion des compagnies aériennes multinationales. Le scénario normatif part de l'existence d'une infrastructure routière efficace compte tenu de l'accroissement projeté de l'activité économique globale et de la nécessité d'ouvrir de nouveaux marchés étant donné la création future du marché commun africain. Enfin, ce scénario prône des changements profonds dans la structure actuelle des chemins de fer pour passer à l'utilisation de locomotives plus efficaces, assurer la normalisation du matériel roulant et autre et l'électrification des lignes ferroviaires.

16. Dans le domaine du commerce extérieur, le scénario normatif suppose une amélioration de la structure du commerce, les objectifs étant les suivants : expansion du commerce intra-africain, instauration d'un nouvel ordre économique international et d'un climat financier plus favorable, amélioration de la qualité des produits transformés et de la compétitivité du secteur manufacturier de l'Afrique, diversification plus poussée et adoption de politiques sous-régionales de substitution de productions locales aux importations, réforme des institutions et mécanismes monétaires et financiers de la région africaine, accroissement des échanges avec d'autres régions en développement et réduction des barrières commerciales. L'exportation de minéraux doit se ralentir étant donné leur absorption accrue au niveau local et la mise en place de co-entreprises multinationales de production. En ce qui concerne les combustibles minéraux, il faut établir un équilibre régional afin de réduire la dépendance de l'Afrique à l'égard du pétrole provenant de l'extérieur.

17. En fait, pour que les exportations totales de biens et services progressent de manière considérable, des changements radicaux sont prévus dans la structure et la destination des exportations. Dans ledit scénario, le commerce intra-africain représenterait 30 p. 100 du volume total des échanges de la région. Les 10 produits choisis ne représenteraient que 40 p. 100 des exportations totales de la région contre une proportion de plus de 70 p. 100 prévue dans le scénario basé sur les tendances antérieures. Sur le plan des importations, le scénario normatif prévoit une amélioration notable des taux d'autosuffisance pour ce qui est de nombreux produits clefs grâce au renforcement des programmes de substitution aux importations. L'Afrique aura cessé d'importer du pétrole, des engrais, du ciment, du gaz naturel et du charbon en 2008 et procédera à des réductions considérables du volume des importations de céréales, de biens d'équipement ainsi que de fer et d'acier. En matière de financement extérieur, le scénario normatif suppose un déficit commercial réduit par rapport au PIB qui pourrait être aisément comblé par le renforcement des accords régionaux de compensation et de paiements et la création d'un fonds monétaire africain, l'intensification de la coopération avec les institutions financières d'autres régions en développement, l'élargissement des crédits à l'exportation et la réforme du FMI et de la Banque mondiale dans le sens d'un plus grand partage des pouvoirs.

13. Enfin, au niveau macro-économique, le PIB doit progresser au taux annuel de 7,3 p. 100, avec un taux de croissance s'établissant à 4,3, 8,8, 6 et 7,5 p. 100 pour l'agriculture, le secteur manufacturier, l'énergie, les transports et communications respectivement. Partant, cette expansion future serait le fait essentiellement de secteurs productifs qui feront que les économies africaines prendront la voie de l'autosuffisance et du développement auto-entretenu.

#### D. Enseignements à tirer du scénario du développement normatif

19. Comme indiqué plus haut, la partie IV de l'étude examine les mesures qui s'imposent et les efforts à fournir pour faire du rêve une réalité. Au niveau national, les efforts doivent être axés sur la nécessité de parvenir à une plus grande souveraineté économique, d'élaborer et d'exécuter plus efficacement les plans de développement, d'améliorer le climat politique et social et d'adopter des politiques intérieures appropriées. Les mesures à prendre aux niveaux sous-régional et régional devraient comprendre le règlement des conflits sous-régionaux et régionaux, le renforcement de la solidarité africaine et la mise en place d'institutions de coopération technique et d'organisations de coopération économique sous-régionale et régionale plus efficaces. Les institutions de la région doivent également jouer un rôle important. La CEA intensifiera sans aucun doute ses activités en jouant de nouveaux rôles, en s'attaquant à de nouveaux problèmes et en examinant la situation dans de nouvelles optiques. La Commission doit élargir sa compétence et constituer un cadre de négociations des problèmes communs et permettant d'élaborer des positions communes concernant les questions internationales tout en développant ses activités en matière de promotion de la coopération économique et technique; elle doit également fournir des services consultatifs en vue de la formation et de la mise en place d'institutions pour favoriser le progrès et l'intégration de la région.



20. La communauté internationale a également un rôle important à jouer dans la réalisation des objectifs fixés dans le scénario du développement. L'appel lancé en vue d'opérer un changement important dans l'ordre économique international actuel, en ce qui concerne tant les structures internationales de la production, du commerce et des finances que les institutions internationales, revêt de l'importance. Ce nouvel ordre qui serait caractérisé par des structures économiques plus solides dans les pays africains permettra sans conteste à la région de jouer un rôle croissant dans les instances internationales et partant de contribuer davantage à la promotion de la paix et de la coopération dans le monde.

#### E. Conclusion

21. Bien que l'intention fût de se contenter d'une étude très provisoire étant donné l'ampleur et la complexité d'un sujet tel que l'avenir de l'Afrique il serait peut être utile de se pencher sur certains des problèmes ayant trait à une étude prospective en particulier dans le contexte africain. Parmi ces problèmes figurent i) la nature des variables à analyser ; ii) les types d'instruments servant à l'analyse ; iii) le degré de réalisme nécessaire dans la formulation d'un scénario du développement ; iv) les mesures requises pour exécuter un scénario du développement et le rôle des opérateurs socio-économiques, des planificateurs et des gestionnaires.

22. Comme il est communément admis à l'heure actuelle, la croissance économique, notamment dans les pays africains, se définit comme l'accroissement de la production de biens et services de façon à répondre aux besoins de la masse du peuple. C'est ainsi qu'il ne suffit pas de déterminer la mesure dans laquelle le PIB a progressé au cours d'une période donnée mais plutôt l'origine de ce PIB. Placé dans ce contexte, l'établissement de tout modèle économique quantitatif visant à une analyse judicieuse à long terme devrait inclure non seulement les variables macro-économiques dans le cadre de la comptabilité nationale, mais aussi des variables relatives aux produits en termes physiques. Toutefois, ainsi qu'il a été expliqué dans l'étude, les variables relatives aux produits doivent se limiter à certains domaines d'importance cruciale et de toute évidence, l'alimentation, l'énergie et quelques biens manufacturés jouent un rôle important dans le développement futur de l'Afrique. Il importe également de restreindre le nombre des variables relatives aux produits à quelques-unes afin de permettre une intégration plus facile dans le cadre macro-économique.

23. Par ailleurs, il est bien connu que le développement authentique est principalement, outre la croissance économique, l'épanouissement de l'homme en vue de promouvoir son potentiel de créativité en améliorant ses conditions matérielles d'existence et la satisfaction de ses besoins psychologiques. Il est par conséquent indispensable d'inclure des variables démographiques et sociales dans les modèles à établir. On s'est certes efforcé d'inclure dans l'étude des variables telles que les taux de fécondité et de mortalité, de migration, de scolarisation, de sous-emploi et de chômage, il y a toujours toutefois des variables sociales importantes qui ne sont pas prises en considération en raison

de contraintes en matière de données ou de difficultés d'ordre méthodologique dans l'incorporation de ces variables dans des modèles formels. C'est ainsi que certaines données détaillées relatives aux groupes sociaux, tels le degré d'instruction de ces groupes, les impôts qu'ils payent au titre du revenu et leur épargne, sont cruciales dans l'évaluation des possibilités d'emploi et les schémas de répartition du revenu. Il est estimé qu'une telle désagrégation sied davantage lorsqu'il s'agit d'établir des modèles par pays.

24. Un autre aspect important est l'inclusion des variables monétaires et financières en particulier les prix, les taux de change et les mouvements de capitaux. En réalité, les fluctuations enregistrées sur les marchés mondiaux des produits, l'inflation et les fluctuations des taux de change jouent incontestablement sur la croissance des économies africaines, étant donné que ces facteurs influent sur les recettes d'exportation, les dépenses de l'Etat et les investissements publics ainsi que sur la situation de la balance des paiements. Il est donc essentiel de considérer dans une perspective à moyen terme ces variables comme variables exogènes dérivées de modèles extérieurs tels que le modèle économétrique mondial connu sous le nom de projet LINK ou système d'information à accès direct. Toutefois, dans une perspective plus lointaine telle que celle envisagée dans l'étude (c'est-à-dire 25 ans), il n'a pas été jugé réaliste d'inclure de façon formelle les variables liées aux prix, aux taux de change, à la monnaie et aux finances. De plus, il est estimé que les facteurs intérieurs sont, dans le cadre de l'autosuffisance nationale et collective et du développement auto-entretenu, plus importants que les forces extérieures dont on suppose qu'elles n'ont que des effets marginaux sur la voie du développement futur de l'Afrique.

25. On aurait également pu inclure dans le modèle des variables relatives au comportement à utiliser dans la formulation des divers scénarios. Par exemple, les indices concernant la volonté politique et l'intérêt national ou régional, ainsi que les variations dans les modèles de consommation sont, entre autres, des éléments tout indiqués qui peuvent être conçus et liés aux variables d'ordre physique. Il en va de même des facteurs tels que la démocratie politique, économique et sociale sur le plan intérieur, des tensions sous-régionales et régionales et de la capacité de résister aux forces externes agissant sur le plan de l'économie et des finances. Néanmoins, bien que les facteurs susmentionnés ne soient pas en tant que tels inclus de manière formelle dans l'étude, le comportement de la plupart de ces facteurs a été implicitement pris en considération et dans le scénario basé sur les tendances antérieures et dans le scénario normatif.

26. Un autre problème lié à une étude des perspectives à long terme est le choix des instruments servant à l'analyse en particulier dans le contexte africain caractérisé par la rareté et la non-fiabilité des données. Un certain nombre de modèles bien connus sont disponibles pour des études prospectives quantitatives à savoir les modèles économétriques, les modèles d'échanges interindustriels ou les modèles relatifs à l'allocation des ressources basés sur la programmation linéaire ou dynamique. Ces modèles reposent sur des théories mathématiques qui ont fait leurs preuves et peuvent servir à expliquer utilement la structure et les tendances des économies considérées ainsi que les résultats obtenus en ce domaine. Mais

leur utilité dans le domaine de l'analyse est limitée non seulement par les contraintes en matière de données mais également en raison du fait qu'ils ne portent que sur les variables économiques. D'autres aspects tels que les dimensions sociales du développement (répartition du revenu, éducation, conditions sanitaires et situation du logement, etc.), la maîtrise technologique, l'environnement, la structure des forces intérieures et extérieures, etc. ne peuvent aisément entrer en ligne de compte dans les modèles formels.

27. Il est par conséquent indispensable lorsqu'on s'efforce de faire une étude prospective complète à long terme de procéder à ce qui est connu sous le nom d'"analyse fonctionnelle" en vue i) d'identifier les facteurs fondamentaux et les relations qu'ils entretiennent au sein et en dehors du cadre socio-économique; ii) de formuler des sous-systèmes qui sont plus faciles à traiter séparément que le système global; et iii) de mettre en évidence les variables nécessaires qui revêtent de l'importance en pratique. Une telle approche a été tentée dans la présente étude où les besoins en matière de démographie et les besoins essentiels, l'alimentation, l'énergie, l'industrie, les transports, le commerce extérieur et les finances ainsi que la structure macro-économique ont été définis et analysés en tant que sous-systèmes et liés entre eux. Ensuite des techniques économétriques ainsi que des relations techniques ou empiriques ont servi à résoudre chacun des sous-systèmes. Même si l'analyse fonctionnelle ne saurait de manière adéquate établir des liens entre tous les domaines de prise de décisions, il est estimé qu'un système incomplet de modèles formels est le seul type approprié pour l'analyse et la projection d'une structure décentralisée ou désagrégée. Bien entendu, un système satisfaisant de relations réciproques dépend du degré de désagrégation des sous-systèmes.

28. Une troisième catégorie de problèmes à prendre également en considération dans une étude de perspectives à long terme est la vraisemblance d'un scénario normatif dans le contexte africain. En d'autres termes, dans quelle mesure il est réaliste de supposer que les pays africains se lanceraient dans l'expansion et la diversification de leurs économies y compris non seulement le relèvement de l'autosuffisance alimentaire mais aussi la production de biens intermédiaires, l'implantation d'industries de biens d'équipement, la diversification de la production manufacturière de manière à répondre aux besoins des populations, l'expansion de l'emploi et la réduction de la pauvreté généralisée. De toute évidence, la réponse à une question de cette importance dépend de facteurs aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

29. Sur le plan intérieur, il est estimé que le moment est venu pour les pays africains de se rendre compte que i) dans maints cas le "progrès" économique a été et est toujours caractérisé par l'existence d'enclaves et de semi-enclaves économiques; ii) la croissance économique s'articule sur l'exportation d'un ou de deux produits de base dominants dont le volume et le prix sont déterminés à l'extérieur de l'Afrique; iii) l'existence dans la région d'un très grand nombre d'économies relativement réduites et fragiles fait qu'il est non seulement souhaitable mais aussi nécessaire d'entreprendre des projets de

coopération économique en particulier l'exploitation de potentialités communes dont par exemple la zone du cuivre s'étendant en Zambie et au Zaïre, les ressources minérales du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée. En fait, la forte tendance à la mise en place d'accords intra-africains relatifs au café, au sucre, au pétrole et au gaz ou au minerai de fer de même que la création de projets sous régionaux de coopération économique et financière indiquent la volonté de l'Afrique de constituer la base pour de nouvelles orientations. En conséquence, il n'est nullement utopique de supposer que non seulement l'Afrique pourrait être autosuffisante dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie, du ciment, des engrais et des besoins manufacturés essentiels destinés à la consommation, mais qu'elle pourrait aussi atteindre des taux d'autosuffisance plus élevés en matière de fer et d'acier et de biens d'équipement de base.

30. A l'échelle internationale, les événements et tendances ci-après indiquent clairement que les pays africains ne sauraient désormais compter sur les sources extérieures pour le financement de leur développement : i) l'échec des divers projets de stabilisation de produits ; ii) la croissance de la dette extérieure des pays africains qui a conduit à une situation dans laquelle de nouvelles dettes ne servent qu'à assurer le service de dettes antérieures et non à financer des investissements, ce qui fait que la dette perd toute utilité ; iii) les effets de la concurrence d'autres régions en développement ainsi que du bloc des pays de l'Est pour l'acquisition de capitaux et de technologie dans les pays développés et ; iv) le renforcement des mesures protectionnistes dans les pays développés aussi bien contre les produits de base que contre les biens manufacturés en provenance des pays africains en dépit de la Convention de Lomé ; etc. Il est donc clair que les pays développés ne peuvent plus élargir leurs marchés pour les exportations de l'Afrique, ni fournir, directement à partir de leurs propres ressources, les fonds qu'il faudrait investir dans les pays africains.

31. Le scénario du développement normatif est par conséquent bâti sur les bases solides exposées ci-dessus et la survie de l'Afrique en tant que gouvernements souverains et peuples libres implique la mise en oeuvre intégrale de ce scénario. Toutefois, il ne suffit pas de déclarer que les hypothèses sur lesquelles reposent le scénario normatif sont très solides et réalistes. Le problème qui se pose aux décideurs et aux planificateurs dans les pays africains concerne les types de mesures à prendre pour changer les mentalités actuelles, la conception de la croissance et du développement économiques, ainsi que de la production et de la consommation. Bien que les genres de mesures à prendre dépendent des caractéristiques socio-économiques et politiques des différents pays ou groupes de pays, la question fondamentale est de savoir comment un plan de développement national pourrait être conçu afin entre autres : i) de donner la priorité aux investissements de fonds intérieurs tendant à des transformations ; ii) de promouvoir l'accumulation de capital dans les différents pays ou sous-régions notamment des changements dans les modèles de consommation, la mobilisation de l'ensemble des facteurs de production intérieurs ; iii) d'élargir les marchés nationaux et sous-régionaux, etc. Si la volonté politique est nécessaire pour formuler et

exécuter de tels plans de développement, il est également indispensable que les planificateurs africains élaborent, à l'échelon national, des mesures concrètes à soumettre à l'approbation des responsables politiques, tâche à laquelle le secrétariat de la CEA est disposé à participer.

32. Enfin, étant donné que l'étude doit être mise à jour tous les cinq ans et en raison de la nature et de la complexité des questions brièvement examinées ci-dessus, il est également utile de réfléchir à de nouvelles mesures à prendre afin de disposer d'une évaluation de l'avenir de l'Afrique qui soit plus complète et plus précise que celle faite dans l'étude prospective préliminaire actuelle. A cet égard, les planificateurs africains souhaiteront peut-être examiner la proposition tendant à la construction d'un système de modèles à long terme à l'échelle nationale comportant autant de variables pertinentes que possible (physiques, économiques, financières, démographiques, sociales et relatives au comportement). Il est estimé que ces modèles nationaux donneraient des résultats beaucoup plus opérationnels au niveau national. Ensuite, le secrétariat de la CEA mettrait les modèles nationaux par groupes de pays et par sous-régions et fondraient les modèles en un seul pour la région en vue d'en obtenir un tableau régional. Peut-être les planificateurs voudront-ils également convoquer une réunion de travail d'experts en vue d'examiner les diverses approches de l'"analyse fonctionnelle" en vue de l'établissement de modèles et de projections.